MOBILISATIONS POUR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

La flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants pousse beaucoup de personnes au bord du gouffre dans le monde entier, les obligeant à descendre dans la rue. En plus des impacts persistants de la pandémie, l'invasion russe de l'Ukraine a joué un rôle majeur, faisant grimper les prix du pétrole, du gaz et des produits de base comme le blé et l'huile de cuisson, tous des exportations importantes des deux pays. En conséquence, plus de 12 500 manifestations ont été recensées en 2022, dans 148 pays de tous niveaux de développement économique.

Généralement, les manifestants ont blâmé les gouvernements, leur demandant de les protéger contre les effets de la hausse du coût de la vie. Dans de nombreux contextes, la colère économique a exacerbé des griefs de longue date concernant le chômage, les bas salaires et l'exploitation des travailleurs, les inégalités économiques et la richesse toujours croissante des élites, la corruption, la mauvaise gouvernance et le déni des droits civils et politiques. Pour beaucoup de personnes qui luttaient déjà pour s'en sortir, frustrées par l'absence d'opportunités économiques et contraintes de vivre avec des filets de protection sociale minimaux et des services publics médiocres, la hausse des prix a été le point de basculement. Parallèlement aux manifestations de rue, les gens ont entrepris, dans de nombreux endroits, des actions collectives sous forme de grèves et de campagnes de syndicalisation pour exiger des augmentations de salaire et des droits du travail. Souvent, les gouvernements se sont montrés incapables d'apaiser cette colère, optant dans de nombreux cas pour une répression violente.

Après une année de difficultés économiques, les gouvernements et les grandes entreprises doivent à nouveau s'interroger. Le système économique mondial actuel, fondé sur une faible réglementation des entreprises et la création de richesses par les élites, ne fonctionne clairement pas pour la plupart des gens. Cette dernière crise devrait susciter de nouvelles interrogations à propos de qui bénéficie réellement des accords économiques, et de la manière dont le pouvoir économique peut être redistribué, tant au niveau mondial comme national.

MANIFESTATIONS DANS LE MONDE ENTIER

Très souvent, dans un contexte de colère généralisée face à la hausse des prix, les actions gouvernementales qui ne répondaient pas à la situation et risquaient de l'aggraver ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Ces décisions indiquent une déconnection et un manque de souci pour les citoyens de la part des gouvernements.

Tel a été le cas en Indonésie, où les manifestations ont été déclenchées par une réduction des subventions aux carburants en septembre. La décision a été prise sans consultation, avec des dispositions inadéquates pour les plus démunis et sans investissement dans des solutions alternatives. Avec les étudiants en tête, des milliers de personnes ont manifesté, ce qui a entraîné une intervention musclée par les forces de sécurité.

Dans le monde entier, les subventions aux carburants doivent être progressivement supprimées pour réduire leurs effets climatiques, mais cette transition doit être juste et ne peut pas mettre la population en danger. L'Indonésie n'a guère fait preuve d'un tel esprit. Au contraire, l'adoption récente d'un nouveau code pénal régressif confère au gouvernement des pouvoirs encore plus importants pour réprimer les manifestations.

INDONÉSIE : MANIFESTATIONS CONTRE LE PRIX DU CARBURANT ET LE GOUVERNEMENT AUTORITAIRE EN

Les manifestations déclenchées par des conflits économiques ont souvent permis d'obtenir des concessions. Cependant, les changements n'ont généralement pas été à la hauteur des demandes des manifestants. Au Panama, en juillet, les manifestations déclenchées par la hausse des prix ont été renforcées par des années de colère contre les gouvernements successifs en raison de la corruption, des inégalités économiques et de la médiocrité des services publics, ce qui remet en cause la réputation de prospérité économique du pays. Des semaines de manifestations menées par des groupes d'enseignants ont permis de plafonner les prix, mais les problèmes plus importants - notamment le manque systéma-

tique d'investissements dans l'éducation - n'ont toujours pas été résolus. On peut s'attendre à plus désaffection générale si les élites politiques continuent à négliger les problèmes de longue date.

> Les problèmes immédiats ont provoqué l'explosion du mécontentement social à l'égard des problèmes structurels. Cela a conduit à des manifestations sur des questions telles que la santé, l'éducation, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

EILEEN NG FÁBREGA
Chambre panaméenne de développement social

PANAMA : APRÈS LES MANIFESTATIONS, LE GOUVERNEMENT TIENDRA-T-IL SES PROMESSES ?

ES EN

En Équateur, les prix élevés des denrées alimentaires et des carburants ont déclenché une grève nationale menée par des mouvements autochtones, paralysant le pays en juin. Des actes de **violence** ont été commis de part et d'autre, et les manifestations n'ont pris fin que lorsque le gouvernement a accepté de satisfaire plusieurs revendications, telles que la réduction des prix du carburant et la limitation de l'exploitation minière. Or, de nouvelles manifestations sont à prévoir si le gouvernement ne tient pas à ses promesses – comme cela a souvent été le cas.

> Les manifestations sont nées d'une situation de crise nationale - crise économique, de l'insécurité et de l'emploi - qui perdure depuis plusieurs années. Lors des mobilisations précédentes, les revendications des mouvements sociaux, notamment autochtones, n'ont pas reçu de réponse de la part des autorités. L'épuisement et l'usure ont conduit à de nouveaux soulèvements et manifestations.

MAURICIO ALARCÓN
Fondation Citoyenneté et Developpement, Équateur

ÉQUATEUR : LES MANIFESTATIONS SONT-ELLES TERMINÉES OU SEULEMENT EN SUSPENS ?

ES EN

Au Ghana, la dégradation des conditions économiques a donné lieu à un nouveau mouvement de protestation, Arise Ghana. À l'instar de l'Indonésie et du Panama, la réputation internationale du pays est celle d'une relative stabilité sociopolitique et de réussite. Mais avec une inflation de **37 %** et un tiers des personnes de moins de 30 ans au chômage, beaucoup de personnes vivaient au bord du gouffre même avant l'introduction de nouvelles taxes par le gouvernement, notamment un prélèvement sur les transferts électroniques de fonds. Cet impôt a provoqué des manifestations en juin et la hausse du prix des denrées alimentaires a suscité de nouvelles manifestations en novembre. Les manifestations de juin ont fait de **nombreux blessés** lors d'affrontements entre la police et les manifestants, avec l'utilisation par la police de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

LE SRI LANKA EN CRISE

Une crise économique s'annonçait déjà au Sri Lanka, et les gens savaient à qui s'en prendre. Le président Gotabaya Rajapaksa avait systématiquement limité la dissidence et éliminé les contrepoids de son pouvoir. Cela lui permettait de prendre des décisions économiques de plus en plus autoritaires, notamment une série de projets d'infrastructure financés par la dette. L'interdiction des engrais chimiques, soudainement introduite en 2021, a provoqué une crise alimentaire en 2022. La vie normale s'est arrêtée, avec de longues coupures de courant et des personnes privées de repas. L'inflation a atteint des niveaux record et la monnaie s'est effondrée. Ce n'est donc guère étonnant que les personnes soient descendues dans la rue au cours de plusieurs mois de manifestations, dans le cadre d'un mouvement uni au-delà des lignes de division habituelles du pays.

> Ces manifestations, largement menées par des jeunes et des étudiants, représentent une prise de conscience politique pour des groupes divers de notre nation. De nombreuses femmes, des personnes âgées, des personnes LGBTQI+, des avocats, des membres du clergé, des artistes et des personnalités connues ont pris part aux manifestations. Ils ont renforcé l'esprit de défi, de résistance, de courage et de créativité libéré par la jeunesse, à une échelle sans précédent.

RUKI FERNANDO
militant des droits humains, Sri Lanka

La pression des manifestations a porté ses fruits lorsque le président Rajapaksa a démissionné en juillet. Mais au lieu de ce que les gens demandaient - une nouvelle Constitution avec des poids et contrepoids appropriés pour tenir les dirigeants politiques responsables – ils n'ont obtenu qu'un nouveau président, Ranil Wickremesinghe, issu de l'ancien régime et poursuivant ses méthodes draconiennes. Son imposition de l'**état d'urgence** a donné aux forces de sécurité des pouvoirs supplémentaires pour réprimer les manifestations et **arrêter les dissidents**. Par conséquent, une **répression** violente est survenue, caractérisée par de nombreuses détentions et tortures, alors que la population continuait à réclamer des changements majeurs.

SRI LANKA : LES CHANGEMENTS APPORTÉS NE RÉPONDENT PAS AUX REVENDICATIONS DES MANIFESTANTS

EN

Manifestation contre le gouvernement devant le bureau du Premier ministre Edi Rama à Tirana, en Albanie, le 12 novembre 2022.

Photo par Florion Goga/Reuters via Gallo Images

LES EFFETS DE LA GUERRE EN EUROPE

Les répercussions des événements en Ukraine, si près de l'Europe, ont donné lieu à des manifestations à l'approche de l'hiver. En novembre, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue en **Albanie** pour protester contre le coût élevé de la vie et la corruption profonde du gouvernement.

Les difficultés étaient particulièrement aiguës en Moldavie, un pays fortement dépendant du gaz russe à bas prix et des infrastructures électriques de l'ère soviétique situées de l'autre côté de la frontière, en Ukraine. Elle était donc **vulnérable** à la décision de la Russie de **réduire** ses approvisionnements en gaz et à ses frappes aériennes sur le réseau électrique ukrainien.

En 2021, l'élection d'un gouvernement pro-européen en Moldavie a remplacé les politiciens pro-russes corrompus, provoquant la colère de la Russie. Le nouveau gouvernement a accusé la Russie de mener une « guerre hybride ». Or, des milliers de personnes ont manifesté en septembre, et beaucoup d'entre eux ont appelé à des relations plus amicales avec la Russie pour alléger la pression économique dans le pays. Des rassemblements ont été **organisés** par le principal parti de l'opposition pro-russe, dirigé par un fraudeur condamné en exil qui cherche à bénéficier de la profonde inquiétude de la population face à la montée en flèche de l'inflation et des taux d'intérêt. En février 2023, le gouvernement a démissionné, en raison de la crise causée par l'agression russe.

Des événements similaires ont eu lieu en République tchèque, avec une manifestation d'environ 70 000 personnes en septembre qui a fait **converger** des partis d'extrême droite et d'extrême gauche. Comme en Moldavie, les manifestants ont exigé la démission du premier ministre pro-européen et un changement de politique vers la neutralité, la fin des sanctions contre la Russie et la conclusion d'un nouvel accord sur l'ap-

provisionnement en gaz. Certains manifestants portaient des pancartes avec des messages **anti-Union européenne et anti-OTAN**.

Ce fut loin d'être la seule manifestation axée sur l'OTAN, dont l'importance politique a augmenté après la décision par la Finlande et la Suède de rejoindre l'alliance. Avant le sommet de l'OTAN qui s'est tenu en Espagne en juin, plus de **2 000 personnes** se sont mobilisées contre ce qu'elles ont appelé « la guerre de l'OTAN contre la Russie », certaines brandissant des drapeaux soviétiques.

Tous ces exemples montrent que les forces régressives peuvent profiter de la colère économique. Ces événements pourraient se reproduire, notamment si les dépenses de protection sociale sont réduites alors que les budgets militaires augmentent. Mais dans l'ensemble, les manifestations anti-OTAN ont été rares, alors que le contenu anti-OTAN des manifestations économiques a été systématiquement gonflé par la machine de désinformation russe. La désinformation **a tenté**, par exemple, de faire croire qu'une **manifestation syndicale** belge à propos du coût de la vie était une manifestation anti-OTAN.

LA CRISE DE CROISSANCE DE L'OTAN
FR ES EN

DES RÉPONSES VIOLENTES

L'augmentation du coût de la vie a suscité de plus en plus de manifestations, même dans les pays fortement réprimés où elles arrivent rarement, et la violence d'État a souvent été la réponse par défaut. Tel a été notamment le cas lorsque les manifestations réclamaient des changements politiques et sociaux plus profonds. De nombreux gouvernements ont choisi de nier la réalité des problèmes économiques, déclarant que les manifestants n'étaient que des agents étrangers cherchant à provoquer des troubles.

Au Kazakhstan, des manifestations provoquées par la suppression gouvernementale des subventions aux carburants pour les transports ont éclaté en janvier, ce qui représente une rareté dans le pays. La mobilisation a continué, axée sur la corruption, la pauvreté et les inégalités, même après la réintroduction par le gouvernement d'un plafonnement des prix. Le gouvernement a refusé de tolérer des changements, déclarant que les manifestations étaient des actes de terrorisme attisés par l'étranger. Cela l'a permis de justifier son emploi de force meurtrière contre elles, avec le soutien des troupes russes. Plus de 200 personnes ont été **tuées** et beaucoup d'autres ont été **détenues et maltraitées.** Personne n'a été tenu redevable.

KAZAKHSTAN : LES DEMANDES DE CHANGEMENT RADICAL REÇOIVENT UNE RÉPONSE MORTELLE
EN

En Iran, la violence meurtrière a été déployée non seulement contre le mouvement pour les droits des femmes, mais également contre des manifestations déclenchées par la réduction des subventions alimentaires et l'effondrement d'un immeuble en mai. Alors que les manifestants ont dénoncé les problèmes plus profonds de mauvaise gestion et de corruption, le gouvernement, comme au Kazakhstan, les a dénigrés en les qualifiant d'agents de puissances étrangères, justifiant ainsi une répression meurtrière.

IRAN : LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES SUSCITE DE NOUVELLES MANIFESTATIONS
EN

En Sierra Leone, des violences ont été commises de part et d'autre lors de manifestations déclenchées par une forte inflation en août. Plusieurs civils et policiers ont été tués lors de ces violences, et selon des reportages les forces de sécurité ont tiré à balles réelles. Là encore, plutôt que de reconnaître leurs préoccupations légitimes, le gouvernement n'a cessé de dénigrer les manifestants et de qualifier les manifestations d'actes de terrorisme.

> La réaction policière a suscité des inquiétudes quant à la façon dont la police est formée pour gérer les manifestations. La police ne s'est pas entretenue avec les groupes d'intérêt pour voir comment organiser les futures manifestations. Il existe des craintes légitimes qu'étant donné l'histoire récente de la Sierra Leone en matière de violence, de chômage élevé chez les jeunes et de difficultés économiques, les manifestations peuvent facilement échapper à tout contrôle et devenir très difficiles à gérer.
>
> **ANDREW LAVALI**
> **Institut pour réformer la gouvernance, Sierra Leone**

SIERRA LEONE : QUELLES LEÇONS SERONT TIRÉES DE LA VIOLENCE DES MANIFESTATIONS ?
EN

Le Liban a également connu des cas de violence contre des manifestants. En effet, la population **se mobilise depuis longtemps** contre les dysfonctionnements de la gouvernance, la corruption, et une économie défaillante qui met beaucoup de personnes en difficulté pour assurer l'essentiel. Dans un cas, des membres de l'armée et de la police anti-émeute ont **agressé** des professeurs d'université lors d'une manifestation de « sit-in ». La situation au Liban a dégénéré au point que de nombreuses personnes ont pris d'assaut des banques pour voler leurs propres dépôts. Les contrôles

stricts des capitaux, malgré lesquels les élites politiques et économiques ont fait sortir clandestinement des fortunes du pays, les ont poussés à de tels actes de désespération. Même dans ce contexte de répression violente, on peut s'attendre à de nouvelles mobilisations réclamant un changement systémique, y compris le remplacement de la classe politique.

> Les déposants des banques libanaises sont désespérés car leurs économies ont été gelées et ils ne peuvent donc pas les retirer des banques. La façon dont ils sont maltraités est scandaleuse. Si un déposant se plaint, le personnel de la banque appelle directement la police.

ALAA KHORCHID
Depositors´ Outcry Association, Liban

LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

Dans un contexte économique difficile, les travailleurs de nombreux pays ont mené des actions collectives pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. À plusieurs reprises, les grèves ont été un moyen clé par lequel les travailleurs syndiqués ont cherché à améliorer leur pouvoir de négociation. Les travailleurs de secteurs importants tels que l'éducation, la santé et l'énergie ont été nombreux à se mobiliser.

En octobre, la grève des travailleurs pétroliers français a **bloqué** les raffineries, entraînant une **pénurie généralisée** de carburant. Ils visaient les géants pétroliers Exxon et TotalEnergies qui, comme toutes les sociétés de ce type, ont enregistré des bénéfices gigantesques en raison de la crise ukrainienne, versant aux actionnaires d'énormes dividendes alors que leurs travailleurs devaient s'affronter à l'augmentation des prix. En juillet, des revendications similaires ont déclenché une grès des travailleurs du secteur pétrolier offshore en Norvège.

En septembre, pendant une grève nationale d'une journée en Uruguay, plus d'un million de personnes **se sont mobilisées** contre les réductions de salaires et les politiques néolibérales. Des dizaines de milliers de personnes ont participé à une **grève** similaire d'une journée en Grèce en novembre. En Italie, la déréglementation néolibérale a attiré de l'attention : les chauffeurs de taxi se **sont mis en grève** en juillet en raison des projets de libéralisation du secteur visant à permettre l'entrée sur le marché de nouvelles entreprises **agressives** telles que Uber.

Le Nigeria a hébergé une **grève de huit mois** des professeurs d'université, qui s'est terminée par **quelques concessions** de la part du gouvernement, mais qui ne répondaient pas aux revendications principales. Inquiets de perdre près d'une année d'enseignement, même s'ils considéraient les revendications des professeurs comme légitimes, les étudiants ont lancé un mouvement appelant les deux parties à se mettre d'accord et aux politiques à donner la priorité au droit à l'éducation avant les élections de février 2023 au Nigeria.

> Le gouvernement fédéral et le syndicat nous ont fait sentir à un moment donné que notre éducation ne comptait pas. Chaque fois que les enseignants font la grève, nous devenons des spectateurs passifs, attendant simplement qu'ils décident de la conclure. Nous avons dû leur rappeler que nous sommes importants aussi, et que c'est notre éducation et notre avenir qui sont en jeu.

BENEDICTA CHISOM
étudiante et militante, Nigeria

UNE RÉPONSE RÉPRESSIVE

Du fait que les grèves des travailleurs remettent en cause le pouvoir économique, les États tentent souvent de les étouffer. Au Zimbabwe, un conflit de longue durée sur la baisse des salaires des enseignants a poussé beaucoup d'entre eux à quitter l'enseignement public. Lorsqu'une grève nationale des enseignants a démarré en février, la réponse du gouvernement a été de **suspendre** plus de 135 000 enseignants sans salaire.

En juin, ce sont les infirmières zimbabwéennes qui ont **fait grève** pour dénoncer les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Or en janvier 2023, alors qu'une nouvelle grève était prévue, le gouvernement a adopté une loi **interdisant** au personnel de santé essentiels de faire grève pendant plus de trois jours.

Le Royaume-Uni a pris une mesure similaire contre les grèves généralisées dans le pays, en **annonçant** une proposition de loi visant à obliger les travailleurs de plusieurs secteurs à respecter des niveaux de service minimum.

Lorsque les enseignants hongrois se sont mis en grève en janvier, le gouvernement d'extrême droite a **fait appel** à l'état d'urgence sanitaire pour l'écraser. En septembre, cinq enseignants ont été **licenciés** pour avoir organisé des actes de désobéissance civile.

La situation était similaire au Togo quand les enseignants se sont mis en grève en mars. Le gouvernement a déclaré la grève illégale et a **licencié** 137 enseignants. Suite à une autre grève en avril, d'autres

licenciements se sont ensuivis. En outre, trois dirigeants syndicaux ont été arrêtés à la suite d'une manifestation d'étudiants réclamant le retour des enseignants licenciés. Le gouvernement a également introduit de nouvelles restrictions syndicales dans le code du travail.

Au Vanuatu, les autorités ont **refusé d'autoriser** une grève des enseignants au début de l'année 2022, déclarant que toute personne participante serait sanctionnée.

Au Cambodge le mouvement syndical, autrefois puissant, a été **systématiquement réprimé** par le gouvernement autoritaire. Pendant la pandémie, plus de 1 300 travailleurs de la société de casinos NagaWorld ont été licenciés. Une grève entamée à la fin de l'année 2021 pour réclamer la réintégration des salariés a été déclarée illégale au début de 2022. Les grévistes ont été **arrêtés et inculpés**, et huit d'entre eux ont passé **deux mois** en détention provisoire. Des travailleurs ont également été agressés et harcelés sexuellement.

Au Bangladesh aussi, défendre les droits des travailleurs entraîne des risques importants. En février, lorsque plusieurs travailleurs de l'industrie du textile ont été licenciés, des personnes ont **protesté** en bloquant une route. La réponse policière a consisté dans l'utilisation de matraques et de grenades assourdissantes, blessant au moins 20 personnes.

Dans d'autres pays, l'arme de prédilection était la diffamation : en mai, le ministre du travail du Salvador a **accusé** les personnes participant aux marches de la Journée internationale des travailleurs de soutenir les gangs criminels.

DROITS DES TRAVAILLEURS : VICTOIRES CLÉS

En 2022, l'Ouzbékistan a vécu un moment historique : son industrie du coton a été déclarée libre du travail systémique des enfants et du travail forcé. À un moment donné, on estimait que deux millions d'enfants et un demi-million d'adultes étaient forcés de traiter la récolte annuelle du pays.

Il s'agit d'un énorme succès pour la campagne de la société civile, qui avait notamment incité les entreprises à ne pas utiliser de coton ouzbek tant qu'ils avaient pas éliminés le travail forcé et le travail des enfants. La prochaine étape consistera à mettre fin au travail forcé dans un pays voisin, le Turkménistan.

> Nous demeurons convaincus de l'importance de centrer nos campagnes sur les demandes des travailleurs concernés et de la société civile. Le suivi et le rapport indépendant doivent guider nos efforts. Ainsi, nous avons appris que la défense des droits humains et du travail est un marathon, pas un sprint.

ALLISON GILL
Global Labour Justice - Forum international des droits du travail

D'autres victoires ont été remportées en Inde en février, où après deux ans de conflit, Shahi Exports, la plus grande entreprise de vêtements de l'Inde, a **accepté** de payer environ 4 millions de dollars de salaires impayés. Cette grande entreprise avait fait l'objet d'une campagne internationale en raison de son refus de payer les augmentations annuelles du coût de la vie.

En avril, l'**accord de Dindigu**l a été conclu : une grande entreprise de vêtements, Eastman Exports, a accepté d'éliminer la violence de genre et le harcèlement sexuel au travail, à la suite de discussions avec les syndicats, les groupes de campagne et la chaîne de magasins qu'elle approvisionne, H&M.

> Il s'agit d'une victoire historique en matière de droits du travail pour environ 5 000 travailleurs dalits, principalement des femmes, qui se trouvent au bas de l'échelle du système de castes en Inde. Cet accord est le premier de ce type en Inde : il s'agit du seul applicable aux filatures, et le premier à inclure des protections explicites contre la discrimination fondée sur les castes, un problème qui s'est intensifié pendant la pandémie.

JEEVA M
Syndicat du textile et du travail commun de Tamil Nadu

S'AFFRONTER AUX GRANDES ENTREPRISES

Les plus grands employeurs font face à de nouveaux défis. Les travailleurs d'Amazon, qui représentent désormais 1,6 million de personnes dans le monde, ont continué à défier les **tactiques antisyndicales** intensives de l'entreprise pour mener des actions collectives et réclamer une reconnaissance syndicale. En avril une reconnaissance syndicale a été votée, suite au premier vote organisé par les travailleurs des entrepôts d'Amazon. L'année a également été marquée par plusieurs grèves à propos des salaires et des conditions de travail. En mai, les travailleurs se sont mis en **grève** sur sept sites en Allemagne. Dans un entrepôt du Royaume-Uni il y a eu des manifestations en août à la suite d'une offre salariale dérisoire. Lors de l'un des plus grands jours de vente de l'entreprise, en novembre, les travailleurs des entrepôts de **plus de 40 pays** ont manifesté et fait grève.

C'était la même histoire chez Starbucks, avec une expansion massive de la reconnaissance syndicale dans de centaines de filiales américaines, malgré l'opposition de l'entreprise. En novembre, les travailleurs de plus d'une centaine de magasins **se sont mis en grève** pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail.

Tant chez Amazon comme chez Starbucks, de nombreuses personnes **affirment** avoir été licenciées sous de minces prétextes en guise de représailles pour s'être organisées. Starbucks est même soupçonné d'avoir choisi de **fermer** les établissements syndiqués. Starbucks a été reconnu coupable d'avoir **violé** le droit du travail en refusant de reconnaître un syndicat à la suite d'un vote dans un magasin de Seattle, tandis qu'en novembre, un tribunal a **ordonné** à Amazon d'assurer aux travailleurs de son entrepôt syndiqué de New York qu'il cesserait les représailles.

Les salariés d'autres entreprises, notamment dans les magasins Apple du Royaume-Uni et des États-Unis, ont également commencé à **se syndiquer**. L'expérience du travail pendant la pandémie a fait que de nombreuses personnes remettent en question les vieilles idées reçues sur ce que les employeurs peuvent exiger et sur ce que constitue un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée. Les grandes entreprises ne devraient plus s'attendre à ce que tout se passe comme elles le veulent.

> Nous espérons que les efforts de base pourront déclencher un changement transformateur des conditions de travail, les améliorant avec de la dignité et du respect. Les travailleurs à rémunération horaire en ont assez de leurs conditions de travail injustes et fondées sur l'exploitation.

THERESA HAAS
Workers United, États-Unis

Christian Smalls, chef du syndicat Amazon Labor Union, participe à une manifestation pro-syndicale, New York, États-Unis, 5 septembre 2022.

Photo par Michael M. Santiago/Getty Images

LES TRAVAILLEURS DE STARBUCKS : UN SUCCÈS PARTAGÉ ? EN

Dans les pays du Nord global, les progrès tendant à l'équilibre entre les relations et le travail se sont poursuivis grâce au plaidoyer de la société civile en faveur d'une semaine de travail de quatre jours. En 2022, une expérimentation de la semaine de travail de quatre jours sur six mois impliquant 70 entreprises a eu lieu pour la première fois au Royaume-Uni. De nombreuses entreprises qui y ont participé **ont décidé** de rendre le changement permanent, la plupart ayant constaté que la productivité avait augmenté ou avait été préservée.

> Le bouleversement des normes sociétales et professionnelles causé par la pandémie de COVID-19 a révélé le potentiel d'autres modèles de travail, tant pour les salariés comme pour les employeurs, renforçant la nécessité de repenser les vieux modèles établis.
>
> **HAZEL GAVIGAN**
> **4 Day Week Global**

LA SEMAINE DE QUATRE JOURS : L'AVENIR DU TRAVAIL ? EN

LES GÉANTS DE L'INFORMATIQUE AU CENTRE DE L'ATTENTION EN RAISON DE LA DÉSINFORMATION

Concernant les questions relatives à la responsabilité des entreprises, une grande partie de l'attention s'est portée sur les grandes marques technologiques.

Le rachat de Twitter par le milliardaire Elon Musk a mis le réseau social au centre de l'attention publique. Cependant, l'approche non conformiste de Musk a rapidement révélé ses désavantages financiers : en janvier 2023, il a été signalé que les revenus avaient chuté de **40 %**, plus de 500 annonceurs ayant suspendu leurs dépenses. La **position extrême** de Musk en matière de liberté d'expression a vu les **discours haineux** et la **désinformation** monter en flèche, avec l'autorisation de **retour** de certaines personnalités d'extrême droite autrefois suspendues.

Les systèmes de modération ont été démantelés, de nombreux employés ont été licenciés, y compris toute l'**équipe chargée des droits humains**, et le Conseil de confiance et de sécurité de Twitter, un groupe consultatif clé issu de la société civile, a été **dissous**. Mais l'engagement de Musk en faveur de la liberté d'expression a manifestement des limites : en décembre, certains journalistes qui avaient fait des reportages sur Musk et Twitter ont vu leurs comptes temporairement **suspendus**.

De plus, une crise du secteur technologique est en cours : les grandes entreprises ont licencié **plus de 70 000 personnes** l'année dernière. Or, cela signifie qu'il y aura moins de modération, ce qui favorise la propagation de la désinformation et des discours de haine. Mais la suppression d'emplois n'est pas seule à l'origine de la désinformation : celle-ci prospère parce que la controverse favorise les affaires. Le conflit engage les utilisateurs. Les algorithmes sont donc conçus pour diffuser des contenus de plus en plus extrêmes qui renforcent les croyances préexistantes.

Il y a une dissonance entre le rôle important que jouent les plateformes comme Twitter dans le discours public et le débat politique, et la capacité qu'ont les entreprises privées à fixer les règles. Un débat plus éclairé est nécessaire sur la manière dont l'expression en ligne peut être protégée et dont les discours haineux et la désinformation peuvent être évités.

LES POURPARLERS SUR LE RACHAT DE TWITTER FONT CRAINDRE UNE AUGMENTATION DES DISCOURS HAINEUX FR ES EN

Spotify, acteur dominant du streaming audio, a également fait l'objet d'une controverse en 2022. L'un de ses podcasts les plus lucratifs, la Joe Rogan Experience, a été accusé de partager à plusieurs reprises de la désinformation sur la COVID-19. Lorsque certains artistes ont menacé de retirer leurs œuvres de la plateforme, l'entreprise a pris des mesures pour clarifier ce qui constitue la désinformation. Mais cette affaire a suscité la question de savoir dans quelle mesure les plateformes en ligne sont ou peuvent être responsables du contenu qu'elles partagent lorsqu'il entraîne des effets néfastes. Les entreprises qui dominent le marché comme Spotify ont une responsabilité particulière et doivent agir avec prudence.

SPOTIFY : AVEC LE POUVOIR VIENNENT LES RESPONSABILITÉS FR ES EN

VERS UN TRAITÉ TRANSNATIONAL

Cette année a nouvellement montré que les grandes entreprises doivent être tenues de rendre des comptes et ne peuvent pas s'auto-réguler. Bon nombre des violations des droits que la société civile s'efforce de combattre résultent d'actions du secteur privé qui ne sont pas soumises à l'obligation de rendre des comptes, en grande partie grâce à l'influence qu'exercent les grandes entreprises sur les décideurs politiques. C'est pour cette raison que la société civile cherche depuis longtemps à élaborer un traité international qui garantisse le respect des normes fondamentales des droits humains par les grandes entreprises.

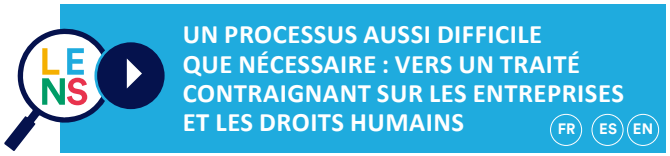
Le processus d'élaboration d'un tel traité a débuté en 2014 et sa huitième session de négociations s'est tenue en octobre 2022. Le processus n'a pas encore abouti, mais comme chaque jour sans traité est un jour de plus d'impunité, la société civile fait pression pour que les États s'engagent à le conclure avant 2025.

Le projet actuel témoigne de l'influence de la société civile, notamment dans sa reconnaissance des droits de groupes marginalisés tels que les femmes, les peuples autochtones et les enfants. Mais de nombreux membres de la société civile sont préoccupés par les récentes tentatives d'affaiblissement du texte. Ils font pression pour obtenir des règles claires, notamment concernant les mécanismes qui permettront de garantir la redevabilité des entreprises et l'écoute des victimes, ainsi que la mise en place de sanctions.

L'inégalité de l'adhésion et de la participation des États constitue un défi majeur. Les États du Sud ont en effet largement et continuellement soutenu l'élaboration d'un traité fort, tandis que les États du Nord, dont des États qui prétendent placer les droits humains au cœur de leur politique étrangère, s'y sont opposé ou ont impulsé un accord plus faible et moins contraignant. Tandis que les États d'Amérique latine participent activement, les États africains sont peu impliqués.

En dépit de la construction de coalitions et d'un plaidoyer impressionnant de la part de la société civile, les possibilités d'influence demeurent essentiellement limitées. Mais ce traité ne peut pas être laissé aux États et aux entreprises. L'engagement continu de la société civile, qui amplifie la voix des personnes les plus touchées par les violations des droits, telles que les femmes, les peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés, sera essentiel si l'on veut aboutir à un traité ambitieux.

> Je m'attendrais à un texte assez bon et reflétant d'une certaine manière le caractère du processus, qui s'est accompagné d'une société civile et de mouvements sociaux très forts. De mon point de vue, le processus a été soutenu non seulement par l'engagement des États à négocier, mais aussi par l'impulsion de la société civile et le dialogue entre tous les acteurs.
>
> **FERNANDA HOPENHAYM**
> **Groupe de travail des Nations Unies sur les enterprises et les droits de l´homme**



L'ATTENTION CENTRÉE SUR LE SYSTÈME D'IMPOSITION

Il existe un autre domaine où une normative internationale plus forte pourrait changer la donne. En novembre, les États africains ont fait adopter une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies afin d'entamer des discussions intergouvernementales en vue d'une convention fiscale. À l'heure actuelle, l'ONU ne joue aucun rôle dans la définition des règles d'imposition mondiales, ce rôle étant revendiqué par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le réseau de 38 des économies les plus riches du monde. L'OCDE fixe des règles à l'avantage des États riches plutôt que dans l'intérêt du monde dans son ensemble.

Comme on pouvait s'y attendre, la résolution a été fortement contestée par de nombreux pays du Nord ; le gouvernement américain a tenté, en vain, de la diluer. Mais elle a reçu le **soutien** de nombreux membres de la société civile qui réclamaient de tels changements depuis des années.

Les militants appellent à une plus grande redevabilité vis-à-vis des affaires fiscales habituellement opaques des sociétés transnationales, qui entraînent une perte de revenu fiscal estimée à **483 milliards de dollars** par an. Ils souhaitent un accord sur un seuil minimum d'imposition des sociétés à l'échelle mondiale afin de mettre fin à la course vers le bas où les États se font concurrence pour attirer les entreprises en offrant les impôts les plus bas, privant ainsi les services publics de revenus. C'est un point sur lequel l'OCDE **n'a pas réussi** à progresser, mais la résolution pourrait ouvrir la voie à la création d'un organe fiscal des Nations Unies. La société civile maintiendra son plaidoyer pour que cela se produise.

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE BRISÉ

La crise du coût de la vie n'a fait que démontrer que le système économique ne fonctionne pas pour la plupart des gens. C'est un système qui profite à

quelques-uns mais appauvrit des multitudes, et qui provoque des crises économiques périodiques de son propre fait. Ce système semble incapable de surmonter des crises telles que la pandémie et de faire face aux impacts de conflits tels que la guerre en Russie.

Pendant la pandémie, les États du Nord sont intervenus massivement pour protéger les industries et sauver les emplois. Mais les grandes entreprises font encore tout ce qu'elles peuvent pour éviter de payer des salaires et des impôts adéquats, tant dans le Nord comme dans le Sud. Certaines ont largement profité de la pandémie - non seulement les entreprises médicales et pharmaceutiques, mais aussi d'autres, comme celles de services de livraison à domicile, qui reposent souvent sur un modèle de bas salaires et de droits du travail minimaux.

La guerre de Russie n'a été qu'une occasion de plus pour les géants des combustibles fossiles, dont un certain nombre a enregistré des bénéfices records. À l'heure où les entreprises de combustibles fossiles devraient soit se réinventer, soit fermer leurs portes, elles sont en plein essor et une grande partie de leur butin est distribuée aux personnes déjà riches. Leurs activités s'accompagnent d'écoblanchiment, mais manquent d'une transition sérieuse vers l'abandon des combustibles fossiles. Même les impôts exceptionnels sur les bénéfices excessifs ont été controversés et appliqués inégalement. Entre-temps, des millions de personnes ont connu la misère quotidienne en raison de prix inabordables, contraintes de choisir entre manger et se chauffer. Les personnes les plus durement touchées sont celles qui étaient déjà les plus privées d'accès au pouvoir, comme les femmes, les jeunes et les minorités.

Il n'est pas étonnant que beaucoup fassent désormais le lien entre l'injustice économique et l'aggravation du changement climatique. Il est de plus en plus clair que les élites riches sont **disproportionnellement** responsables des émissions de gaz à effet de serre. Un système économique qui ne semble pas pouvoir fonctionner sans émissions ni extraction est un système défaillant. Mais au même temps, les personnes en difficulté vont forcément contester la suppression de programmes de subvention des carburants. Il faut trouver des solutions qui fassent payer les pollueurs et non les plus pauvres. La transition écologique doit répondre aux critères de justice économique et sociale.

Les entreprises de combustibles fossiles ne sont pas les seules à être en plein essor. Une **étude** d'Oxfam publiée en janvier 2023 a montré que pendant ces périodes de crise sur crise, les plus riches n'ont fait que s'enrichir. Chaque crise représente une nouvelle opportunité, car le système fonctionne pour les riches. Mais alors que cela devient de plus en plus flagrant, l'inégalité économique sape la légitimité politique.

Les gens voient leurs politiciens côtoyer les élites super-riches lors d'événements tels que le Forum économique mondial. Les politiciens sont soit issus directement de cette élite, avec la même richesse et la même réticence à payer des impôts, soit, au moins, soucieux de l'apaiser. Ce n'est pas surprenant que les élus soient rejetés après chaque mandat, et que certains électeurs soient si réceptifs aux discours populistes qui promettent le changement.

Même certaines personnes très riches ont reconnu que le système est défaillant et ont lancé un **appel** en janvier 2023 pour payer plus d'impôts. L'augmentation des impôts pour ceux qui peuvent se le permettre, y compris des impôts exceptionnels sur la fortune, serait un bon commencement. Mais nombreux sont ceux qui continueront à remettre en question un système qui a permis à une infime minorité de s'enrichir autant, alors que tant de personnes se battent pour assurer l'essentiel. La société civile doit de toute urgence se pencher sur ces questions et veiller à ce que la colère légitime ne soit pas exploitée par des forces régressives.

3 IDÉES POUR L'ACTION

1. La société civile devrait critiquer les défauts structurels du modèle économique mondial actuel, qui profite à quelques-uns tout en laissant un grand nombre de personnes vulnérables à la crise. Le plaidoyer pourrait porter sur le système d'impôts progressifs, incluant par exemple les impôts sur les bénéfices exceptionnels et sur la fortune, sur les planchers de protection sociale, sur le revenu universel de base, sur la reconnaissance des syndicats et sur le renforcement du système normatif des entreprises.

2. Une augmentation des dépenses militaires mondiales est prévue, notamment en réponse aux conflits actuels et aux luttes de pouvoir mondiales. De nouvelles campagnes sont nécessaires pour garantir que cette augmentation des dépenses militaires ne détourne pas les fonds publics des politiques sociales nécessaires pour protéger les groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables.

3. L'engagement de la société civile en matière de politiques climatiques doit viser à assurer une transition juste qui réponde aux critères de justice économique et sociale. La société civile doit s'efforcer pour garantir que le passage à des modes de production et de consommation d'énergie plus propres permette la création d'emplois de qualité et s'accompagne d'efforts pour protéger les populations des chocs économiques.

CONTACTEZ-NOUS

civicus.org

info@civicus.org

/CIVICUS

@CIVICUSalliance

SIÈGE SOCIAL
25 Owl Street, 6ème étage
Johannesbourg, 2092
Afrique du Sud
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

BUREAU POUR L'ONU :
New York
We Work
450 Lexington Ave
New-York, NY 10017
États-Unis

BUREAU POUR L'ONU :
GENÈVE
11 Avenue de la Paix
Genève, CH-1202
Suisse
Tel: +41 (0)22 733 3435